



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

établissements

Question au Gouvernement n° 135

Texte de la question

VIOLENCE À L'ÉCOLE

M. le président. La parole est à M. Guy Geoffroy, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Guy Geoffroy. Ma question s'adresse à monsieur le Premier ministre. (*" Ah ! " sur les bancs du groupe UMP.*)

Monsieur le premier ministre, ma question s'adresse à vous car elle concerne un certain nombre de ministères au sein de votre gouvernement. Elle concerne les ministres en charge de l'éducation nationale, de l'intérieur, de la justice, de la politique de la ville, des droits des femmes, et bien d'autres.

Cette question, récurrente et grave, inquiète nos concitoyens. Elle ne date pas d'hier. Il s'agit de la violence au sein de l'école.

Elle ne date pas d'hier : je n'aurai donc pas le mauvais goût d'en rendre responsable le Gouvernement que vous dirigez. De même, je suis certain que vous n'aurez pas la mauvaise manière de recourir une nouvelle fois à votre antienne de l'héritage...

Un député du groupe UMP. Ce n'est pas certain !

M. Guy Geoffroy. ...comme si la violence avait débuté juste avant l'entrée en fonction de votre Gouvernement.

M. Marcel Rogemont. Vous avez agi pendant dix ans, tout de même !

M. Guy Geoffroy. Si vous aviez cette mauvaise manière, je pourrais, comme de nombreux collègues ayant exercé dans le milieu enseignant, dire combien la violence existait déjà auparavant, en particulier durant les années Jospin.

Monsieur le Premier ministre, la violence en milieu scolaire est celle des élèves entre eux, mais aussi des élèves en direction des enseignants dont certains ont la peur au ventre avant de rejoindre leur classe, et des parents en direction des enseignants.

La violence en milieu scolaire reflète la mise en cause de l'autorité de l'école au sein de la société, ainsi que la difficulté que rencontre la société pour assurer l'autorité au sein de l'école. L'autorité n'est pas l'autoritarisme, mais le respect des lois de la République.

Monsieur le Premier ministre, que comptez-vous faire pour mettre fin au fléau de la violence à l'école ?

(*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Plusieurs députés du groupe UMP. Ce n'est pas le Premier ministre ! Où est Jean-Marc Ayrault ?

M. le président. Mes chers collègues, veuillez retrouver votre calme pour écouter la réponse !

M. Manuel Valls, *ministre de l'intérieur*. Monsieur Geoffroy, j'apprécie la manière dont vous avez posé la question...

M. Alain Gest. C'est Manuel Valls, le Premier ministre !

M. Marc Le Fur. C'est le vice-premier ministre ! C'est écrit dans le journal !

M. Manuel Valls, *ministre*. Comme vous l'avez dit, ces questions de violence sont au coeur de notre société, à l'intérieur mais d'abord à l'extérieur de l'école qui n'est souvent que le réceptacle de ces violences. Sous l'autorité du Premier ministre, le Gouvernement est mobilisé contre ces phénomènes. Dans notre société, nous ne pouvons pas admettre que les personnes dépositaires d'une autorité, qu'il s'agisse des policiers, des gendarmes, des sapeurs-pompiers, des agents du service public et d'abord des enseignants, soient frappées, violentées ou rouées de coups par des élèves ou des parents d'élèves. Vincent Peillon, que je tiens à excuser,

est totalement mobilisé sur ce sujet. Il vient d'ailleurs de nommer un délégué interministériel (" Ah ! " sur les bancs du groupe UMP), dont chacun connaît la qualité, notamment à travers les enquêtes de victimation qu'il a menées.

Cependant, je veux aller plus loin. Comme je l'ai rappelé tout à l'heure, une véritable mobilisation des services du ministère de l'intérieur, de la justice...

M. Bernard Accoyer. La justice des mineurs !

M. Manuel Valls, *ministre*. ...et de toute la société est nécessaire pour lutter contre ce défi à l'autorité. Nous parlions tout à l'heure d'Échirolles : je veux dire combien j'ai été frappé, il y a deux jours, par la mobilisation des enseignants, des élèves et des parents d'élèves du lycée Marie Curie qui a mis l'excellence et la réussite éducative au service de la lutte contre cette violence.

Mme Claude Greff. Mais concrètement ? C'est du baratin !

M. Manuel Valls, *ministre*. Pour lutter contre cette violence, nous devons nous mobiliser mais nous avons aussi besoin de moyens. Puisque le Président de la République fait de l'école et de la jeunesse la grande priorité de son quinquennat, il apporte sans aucun doute la réponse que nos compatriotes attendent. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRD.*)

Données clés

Auteur : [M. Guy Geoffroy](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (9^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 135

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [4 octobre 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [4 octobre 2012](#)